

ELISABETH GUIGOU

Présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Merci beaucoup. Je voudrais passer la parole en premier à Elisabeth Guigou, compte tenu tout spécialement des derniers événements, derniers événements auxquels il faut rajouter ceux d'aujourd'hui - une nouvelle tragédie à Bamako. Je comprends que c'est terminé, mais c'est encore un événement de plus dans cette longue série, qui n'est malheureusement sans doute pas terminée.

Elisabeth GUIGOU, présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Paris : 129 morts, 352 blessés, 19 nationalités différentes. C'est évidemment une tragédie sans précédent, non seulement par son ampleur, mais aussi par la façon dont ça a été fait. De façon très professionnelle, alors que l'on avait plutôt le sentiment que les précédents attentats étaient le fait d'hommes de main plutôt amateurs. Et puis dans la simultanéité, dans l'ampleur des équipes qui se sont déployées. Et puis aussi en raison de qui a été visé, les victimes. Parce que ces victimes, ce ne sont pas des personnalités ou des symboles, c'est juste des jeunes comme tout le monde. Une jeunesse diverse, métissée, différente souvent, mais unie par une même joie de vivre. Et c'est ça qui a voulu être atteint; un mode de vie. Un art de vivre même, c'est-à-dire des jeunes qui aiment le sport, se retrouver avec des amis à la terrasse des cafés.

Je crois donc qu'il faut prendre conscience de ça. Cela veut évidemment dire que, en France, l'on voit se développer le sentiment que ça peut se reproduire n'importe où, n'importe quand, vis-à-vis de n'importe qui. Et pourtant, malgré ça, je ne cesse de rencontrer des gens qui me disent « mais justement, il ne faut pas se laisser terroriser par les terroristes, il faut montrer qu'on reste debout, qu'on n'a pas peur. Il faut continuer à vivre comme avant ». Et d'ailleurs, ça se voit dans les réactions publiques que nous avons pu enregistrer.

C'est vrai que ce qui a voulu être atteint, ce n'est pas tellement ce que la France fait ou ne fait pas au Moyen-Orient, c'est ce que nous sommes, ce que nous représentons, dans l'histoire aussi. Et merci pour la solidarité internationale magnifique qui s'est exprimée par notre drapeau sur les plus beaux monuments, notre hymne national qui a été joué à beaucoup d'endroits. Donc, cela donne du baume au cœur.

Ayant dit cela, je crois qu'il faut évidemment dépasser l'émotion et voir comment nous pouvons agir. Comment pouvons-nous agir pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient ? Puisque tu nous invites, cher Thierry, à voir comment envisager l'avenir du Moyen-Orient.

D'abord, je pense que l'essentiel est de prendre conscience qu'il nous faut agir ensemble, Européens et Africains. J'espère que l'on parlera aussi du Maghreb, de l'Afrique Subsaharienne, parce que de la Mauritanie, du Sahel, en passant par la Libye, par l'Egypte et jusqu'au Liban, c'est une même nébuleuse terroriste, qui a d'ailleurs fait la jonction. Donc, je crois que nous avons besoin d'agir ensemble. Et nous avons toutes les raisons de le faire parce que, plus que jamais, l'avenir de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient sont liés. Non seulement en raison de la proximité géographique et de ces liens terribles qui peuvent se créer, mais aussi en raison des liens humains entre nous. Liens qui tiennent à l'histoire, qui tiennent au fait que nos populations sont mêlées, qui tiennent au fait que quand il y a une instabilité au Moyen-Orient, l'Europe ne sait plus comment maîtriser et accueillir des réfugiés. Et puis parce qu'évidemment maintenant, nous avons un ennemi commun qui est cette idéologie de mort et de destruction, qui n'a évidemment rien à voir avec l'islam, mais qui prend l'islam en otage. Et ça, c'est un ennemi que nous devons affronter ensemble parce que, si nous ne le faisons pas ensemble, je crains qu'il ne continue à prospérer.

Agir ensemble, comment ? D'abord, ISIS ou Daesh, c'est 30 à 40 000 combattants. Si nous avons une stratégie commune, mais qui utilise tous les leviers, c'est franchement un ennemi que nous pouvons vaincre, pas seulement contenir, mais vaincre. Evidemment, là, il faut réunir tous les acteurs. C'est-à-dire tous les pays de la région, mais

aussi naturellement les Etats-Unis, la Russie, acteur essentiel qui doit évidemment avoir une place tout à fait éminente qu'il a d'ailleurs dans le jeu international et spécialement dans cette région. Et puis tous les Etats de la région, quelles que soient les différences entre eux, puisque l'on connaît bien les antagonismes traditionnels. Je pense que la seconde réunion de Vienne, le 14 novembre, qui a réussi ça, c'est vraiment quelque chose de remarquable.

Concernant les leviers sur lesquels nous pouvons jouer, il y a les actions militaires. Nous savons ici que les solutions ne sont jamais militaires, les solutions sont politiques, mais les actions militaires sont nécessaires. Et j'espère que nous reviendrons, dans la discussion, sur la meilleure façon de combiner les actions aériennes, qui sont celles que mène la France avec d'autres pays, et ce qui me paraît nécessaire de développer à un moment - mais ça ne peut pas être le fait de la France - des actions au sol si l'on veut vaincre Daesh.

Mais la vraie solution est politique. Et là, les résultats de la conférence de Vienne du 14 novembre sont encourageants parce que nous avons des éléments précis, un calendrier, une stratégie. Jusqu'à présent, tout le monde disait « on veut lutter contre Daesh, la solution est politique », mais nous n'avons pas engagé un processus politique. Or, là, nous avons un début de processus politique avec des objectifs précis.

Et puis il faut s'attaquer au financement de Daesh. Nous ne vaincrons pas Daesh seulement par des actions militaires. Daesh a mis la main sur Mossoul, sur des avoirs de la Banque centrale, il y a le pétrole, des trafics en tout genre. Nous avons commencé au G20, en Turquie, mais il faut évidemment intensifier nos actions.

Ma dernière remarque, c'est que l'on peut dire « oui, mais ça prendra du temps tout ça ». Evidemment ! 5 ans, 10 ans ? Je n'espère pas autant, mais ça prendra du temps. Mais après, comment faire en sorte d'éviter les répliques ? Comment faire en sorte que la stabilité soit durable ? Là, il me semble qu'il y a deux choses essentielles qu'il faut d'ores et déjà préparer. D'abord, une lutte beaucoup plus intense et coordonnée contre la radicalisation. Et ça, c'est évidemment l'affaire des Etats, bien sûr, c'est aussi l'affaire des chefs religieux. C'est un combat interne à l'islam, puisqu'il y a ce dévoiement et cette prise en otage. De la part des autres religions, c'est évidemment la volonté de ne pas céder aux amalgames, encore moins aux discriminations. Et puis ça regarde les citoyens. Je crois que, face à ce discours de radicalisation qui se répand essentiellement par Internet, il faut que nous donnions aux citoyens, à la vaste majorité silencieuse que l'on n'entend pas, les moyens de s'exprimer sur Internet pour bâtir un contre-discours qui viendrait de la population et du bas. Et puis enfin, il faut agir pour la cohésion sociale. Parce que nous savons très bien que le chômage, les inégalités, la corruption sont des terreaux. Ça n'explique pas tout et ça ne justifie sûrement rien, mais ce sont des terreaux pour ces idéologies mortifères.

Ça prendra du temps, mais peut-être qu'au fond, ces éléments tragiques auront accéléré notre prise de conscience. Et ce qui se passe aussi bien en Europe et en Moyen-Orient montre qu'il y a peut-être un début de réaction commune.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Merci, Elisabeth.

Je crois qu'il y a beaucoup de sujets sur lesquels il faudra revenir, d'ailleurs pas nécessairement dans cette session. Je rappelle que nous aurons, dimanche, une session importante sur la question des réfugiés par exemple, qui est clairement liée à l'évolution au Moyen-Orient.

Il y a un point sur lequel j'aimerais que l'on revienne, tout à l'heure, dans cette session, c'est le processus de Vienne. Ce qui est assez remarquable, c'est que la presse, justement en raison des attentats du 13 novembre, n'a pas du tout parlé de ce qui s'est passé à Vienne le même week-end, alors que c'est probablement quelque chose d'important.